

L'accaparement des terres, un drame pour l'agriculture familiale



Photo : Jason Taylor / FoE/ATI

La ruée sur les terres agricoles en Afrique et ailleurs ne faiblit pas. Une étude à laquelle a participé l'Université de Berne confirme que l'accaparement des terres sert avant tout l'agrobusiness et prive la petite paysannerie de ses terres.

Depuis que les prix de produits alimentaires atteignent régulièrement des records sur le marché mondial et que les investisseurs cherchent désespérément des placements

LES ORGANISATIONS PARTENAIRES PRÉOCCUPÉES

Les organisations partenaires de SWISSAID en Tanzanie et au Niger sont très préoccupées par des contrats de location de terres agricoles ou par les projets des gouvernements de conclure de tels contrats. Ainsi, l'émir du Qatar Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani a-t-il annoncé qu'il allait investir 300 millions de dollars dans le secteur agricole au Niger. Il faut craindre que cet investissement colossal ne bénéficiera pas à l'agriculture familiale qui représente 80% de la population de ce pays sahélien, mais bien plutôt à l'agrobusiness.

sûrs sur des marchés financiers malmenés par la crise, les terres agricoles sont devenues un produit financier très convoité. Les Etats, les multinationales de l'agrobusiness et les investisseurs ne rivalisent pas seulement entre eux. Les petits paysans et les éleveurs de bétail des pays en développement se retrouvent, eux aussi, exposés à une concurrence internationale. Et ce en toute opacité: il demeure en effet très difficile d'obtenir des informations précises sur la majeure partie de ces transactions foncières.

Une récente étude internationale intitulée «Transactions foncières transnationales pour l'agriculture dans l'hémisphère sud» à laquelle le Centre pour le Développement et l'Environnement (CDE) de l'Université de Berne a participé, vient confirmer l'évolution alarmante dénoncée par SWISSAID depuis longtemps; à savoir que l'accaparement des terres est une tendance destinée à durer, et non pas une simple «bulle».

Vingt fois la Suisse | Depuis une dizaine d'années, 83,2 millions d'hectares de terres ont été loués ou achetés dans les pays en développement, ce qui correspond à vingt fois la surface de la Suisse. Les investisseurs ciblent surtout l'Afrique et, en particulier, sept pays qui connaissent tous des pénuries alimentaires: l'Éthiopie, la République démocratique du Congo, Madagascar, le Mozambique, la Zambie, le Soudan et la Tanzanie. Dans ces pays, les terres sont traditionnellement la propriété de l'Etat, qui n'hésite pas à les brader au plus offrant. Les communautés paysannes,

Accaparement des terres en Ouganda. Des machines agricoles monstres détruisent tout pour laisser la place à une agriculture industrielle.

qui peinent à faire entendre leur voix et à se défendre, paient le prix fort.

L'étude réfute les allégations selon lesquelles seules des terres inexploitées seraient louées à des fins agricoles. Près de la moitié de toutes les transactions portent sur des terres déjà cultivées. Les investisseurs recherchent surtout des parcelles fertiles, avec de l'eau à proximité, situées dans des régions faciles d'accès, qui disposent à la fois d'une infrastructure exploitable et d'une population suffisamment nombreuse pour fournir de la main-d'œuvre.

Des terres achetées pour produire des agrocarburants | Ceux qui louent ou achètent des terres sont pour la plupart des entreprises, originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord, des Etats émergents ou encore des Etats du Golfe. Seuls 34% des projets qui ont été passés en revue concernent la culture d'aliments. Une proportion nettement plus importante vise la production de maïs, de canne à sucre, de jatropha et d'autres plantes susceptibles d'être transformées en agrocarburant.

Tina Goethe, politique de développement

Etude: <http://landportal.info/landmatrix>